

Conférence APAD, 23-25 mai 2018, Danemark
Migrations, développement et citoyennetés

Proposition de panel thématique

Citoyennetés en mouvement dans les Afriques méditerranéenne et subsaharienne

Organisateurs :

Stéphanie Lima*

Géographe, maîtresse de conférences, INU Champollion d'Albi et LISST (France)

Mamadou Dimé*

Sociologue, enseignant-chercheur

Département de sociologie, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)

*Membres du Laboratoire Mixte International Mobilités voyages et innovations dans les
Afrique méditerranéenne et subsaharienne (LMI-MOVIDA)

Argumentaire

La migration est-elle un art de la révolte (Lagasnerie, 2015) dont la dépolitisation est désormais révolue ? Les mouvements migratoires et leur interprétation ont été largement dépolitisés par le passé. Présentée comme un déplacement sous contrainte, l'émigration a vu ses raisons souvent être recherchées du côté de la nécessité. Or, par le passé comme aujourd'hui, la migration ne peut/doit-elle pas être perçue comme une forme d'expression politique ? Le migrant n'accomplit-il pas une sorte de « coup d'Etat » à sa manière lorsqu'il quitte son pays ? Si des Etats ont pu qualifier leurs émigrés de « traîtres », de « renégats » ou encore de « fuyards », les migrants, résolus à partir, ne se sentent-ils pas de leur côté trahis par leur propre patrie ? Le départ pouvant être interprété comme une réponse face à un Etat absent, incapable de répondre à leurs attentes en tant que simples citoyens. En cela la migration peut être envisagée comme une pratique interrogeant la citoyenneté, à la fois de ceux qui partent et de ceux qui restent.

Aujourd'hui, l'action des migrants, que ce soit sous forme de transferts, d'investissements sociaux, de mise en place d'associations, de mobilisation de ressources au profit de leurs régions d'origine, est analysée sous l'angle de l'engagement citoyen, après avoir été interprétée comme une participation au développement local (Institut Panos, 1993). Du développement à la citoyenneté, le champ d'engagement des migrants reste à interroger et à renseigner. Comment se construit-il ? Avec quelles ressources ? Selon quelles logiques ? Dans quels espaces ?

Dans les pays d'accueil, c'est comme si le regard du migrant sur son lieu d'origine, modifié par l'expérience de vie au quotidien dans un environnement différent, changeait du tout au tout. En fonction du pays d'accueil (Amérique du Nord, Europe, Afrique), les modalités de l'engagement et la critique du pays d'origine prennent des formes différentes. Quelles sont-elles ? Quel est le rôle des réseaux sociaux dans la construction d'un engagement militant ou politique ?

Dans le pays d'origine, le rôle de la diaspora dans la vie citoyenne peut se lire à différentes échelles, nationale et locale. Les élections présidentielles sont par exemple des moments de forte mobilisation, même si des travaux ont pu montrer que les capacités d'influence des migrants restent parfois limitées (Smith, 2015). Il s'agit aussi de voir comment la contestation citoyenne « circule », notamment dans les espaces urbains. Et

finalement déterminer d'où vient l'innovation citoyenne : de l'espace d'origine et/ou de l'espace d'accueil ?

Au niveau local, l'influence de la diaspora peut aussi se lire à l'aune de l'implication d'anciens migrants et de migrants de retour aux instances locales de décision (conseils communaux). Sans compter les associations de migrants, devenues incontournables dans les processus de planification et dans la mise en relation des territoires locaux dans le cadre de la coopération décentralisée (Lima, 2015). Ainsi, les nouveaux paysages politiques locaux issus à la fois des réformes de décentralisation, et d'affirmation croissante d'une société civile conduisent les migrants, individuellement et collectivement, en articulation ou en opposition avec les autres citoyens, à repenser les modalités de leur engagement dans l'espace public. De nouvelles formes de transnationalisme politique se dessinent au niveau local, qu'il convient de renseigner.

Le double ancrage territorial des migrants (ici et là-bas) et leurs capacités à accéder et mobiliser les ressources que confère leur statut d'acteurs en circulations sur plusieurs espaces et leur possession de précieux capitaux (économique, relationnel, symbolique, religieux) sont autant de sources légitimité sur lesquelles reposent leur engagement citoyen et leur action politique. Pour autant, se pose toujours la question de l'instrumentalisation de l'expérience migratoire à des fins politiques, voire politiciennes.

Ce panel se propose donc d'analyser la contribution des migrations internationales dans la reconfiguration des dynamiques de citoyenneté dans les Afriques méditerranéenne et subsaharienne notamment en :

- interrogeant la transformation des initiatives citoyennes des migrants, au niveau individuel et collectif ;
- interrogeant les pratiques au niveau local des migrants en articulation et/ou en opposition avec les attentes des acteurs politiques.

Les propositions de communication, de 500 mots maximum, sont à adresser avant le **15 novembre 2017** à Mamadou Dimé (mamadou.dime@ugb.edu.sn) et Stéphanie Lima (stephanie.lima@univ-jfc.fr).

Votre proposition devra inclure les éléments suivants :

- le nom, le statut et l'affiliation du (des) auteur(s)
- un résumé comprenant la question de recherche, le cadre théorique, la méthodologie de terrain

Références bibliographiques

Adelkhah Fariba et Bayart Jean-François, 2007, *Voyages du développement, Emigration, commerce, exil*, Paris, Karthala, Recherches internationales.

Institut Panos (1993) *Quand les immigrants du Sahel construisent leur pays*, Paris, L'Harmattan.

Lagasnerie Geoffroy de, *L'art de la révolte*, 2015, Fayard.

Lima Stéphanie, 2015, « Migrants volontaires et migrants citoyens : les recompositions des associations de migrants originaires de la région de Kayes (Mali) », *Afrique et développement*, n°1, p. 119-137.

Neveu Catherine, 2009, « Quelles questions pose « l'Autre » – devenu « le même » – à la

majorité ? Interrogations sur la citoyenneté », in Akoka, K., Gonin, P. et Hamelin, D., *Migrants d'ici et d'ailleurs, du transnational au local*, Poitiers, Editions de l'actualité scientifique Poitou- Charentes, p. 139-146.

Olivier de Sardan Jean Pierre, 2016, « Allégeance clanique contre citoyenneté ? » Revue *Projet*, n° 351, vol. 2, p. 30-38.

Sindjoun Luc, 2004, *Etat, individus et réseaux dans les migrations africaines*, Paris, Karthala.

Smith Etienne, 2015, « Sénégal, la diaspora fait-elle l'élection ? *Afrique contemporaine*, n° 256, vol. 4, p. 51-72.